Chômage et politique d'emploi
Baisse du nombre de demandeurs d'emploi en 2018

En recul de 0,2 point sur un an, le taux de chômage en Bretagne atteint son plus bas niveau depuis 2009. Comme en 2017, la Bretagne enregistre également une baisse du nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A). La situation sur le marché du travail est plus favorable aux hommes et aux jeunes. Malgré la hausse du nombre de demandeurs d'emplois exerçant une activité réduite, la demande d'emploi globale (catégories A, B, C) décroît pour la première fois depuis dix ans. Le nombre de bénéficiaires de contrats aidés diminue fortement.

Stéphane Moro, Direccte

Le taux de chômage à son plus bas niveau depuis 2009

En Bretagne, le taux de chômage s'élève à 7,2 % de la population active fin 2018, soit 0,2 point de moins que fin 2017 *(figure 1)*. Ce léger repli conforte la nette baisse enregistrée en 2017. Le taux de chômage en Bretagne atteint ainsi son plus bas niveau depuis début 2009 et devient le plus faible des régions françaises avec celui des Pays de la Loire. En France, il s'établit à 8,8 % de la population active au 4e trimestre 2018, en ayant diminué également de 0,2 point en un an.

Le taux de chômage recule à un rythme semblable dans les quatre départements bretons *(figure 2)*. L'Ille-et-Vilaine connaît toujours la situation la plus favorable avec un taux de chômage à 6,5 %. Il s'établit à 7,5 % dans le Finistère, 7,6 % dans le Morbihan et 7,7 % dans les Côtes-d'Armor.

Par zone d'emploi, Vitré enregistre le taux de chômage le plus faible (4,8 %), devant Fougères (6,0 %). À l'opposé, Guingamp (8,8 %) et Carhaix-Plouguer (8,7 %) se situent à des niveaux proches du taux national.

La demande d'emploi sans activité en recul

Entre fin 2017 et fin 2018, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi n'ayant exercé aucune activité dans le mois (catégorie A) baisse de 1,8 % et s'établit à 143 390 personnes soit 2 570 inscrits de moins en un an *(figure 3)*. La diminution sur un an est un peu plus modérée en France (– 1,4 %). Les quatre départements bretons enregistrent un recul des demandeurs d'emploi de catégorie A. Il est plus marqué dans le Morbihan (– 3,1 %) et les Côtes-d'Armor (– 2,2 %) et plus modéré dans le Finistère (– 1,0 %) et l'Ille-et-Vilaine (– 1,1 %). Cette tendance favorable est toutefois atténuée en intégrant les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite (catégories B et C). En effet, leur nombre augmente de 1,0 % sur un an, soit 1 160 inscrits supplémentaires. Cette hausse concerne particulièrement les demandeurs d'emploi de catégorie C (activité réduite longue, plus de 78 heures dans le mois) avec 1 480 demandeurs d'emploi supplémentaires. Elle est cependant moins élevée que les années précédentes.

Première baisse depuis plus de 10 ans des demandeurs d'emploi de catégorie A, B ou C

Au total, le nombre d'inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B et C) baisse de 0,5 % en 2018 pour s'établir à 265 340 personnes. Cette diminution de 1 410 personnes est la première enregistrée au cours de la dernière décennie. Hormis l'Ille-et-Vilaine, stable sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi se replie dans les autres départements bretons, de 0,4 % dans le Finistère à 1,2 % dans le Morbihan. En France, la demande d'emploi de catégorie A, B ou C recule plus faiblement (– 0,2 %).

Une évolution plus favorable aux hommes et aux jeunes

Le nombre d'hommes inscrits en catégorie A, B ou C décroît de 1,3 % alors que celui des femmes est quasiment stable (+ 0,2 %). Cependant, les jeunes femmes de moins de 25 ans sont plus favorisées par le reflux de la demande d'emploi que leurs homologues masculins (– 3,3 % contre – 1,6 %). Les femmes sont plus présentes parmi les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (59,0 %) et un peu moins parmi les demandeurs d'emploi sans activité (49,4 %).

Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B ou C fléchit de 2,5 %. Les jeunes exerçant une activité réduite (catégories B ou C) en sont les principaux bénéficiaires (– 3,7 %) alors que le recul est de 1,5 % en catégorie A.

Les demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus ne profitent pas de la baisse globale. Le nombre d'inscrits en catégorie A, B ou C augmente de 1,9 %, en raison notamment de la forte hausse parmi ceux exerçant une activité réduite (+ 7,2 %) alors que le nombre de seniors sans activité (catégorie A) recule de 1,5 %.

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée continue d'augmenter avec une hausse de 3 % pour ceux inscrits depuis plus d'un an. Ces derniers représentent désormais 46,7 % du total des demandeurs d'emploi en catégorie A, B ou C soit 1,6 point de plus que fin 2017.

Moins de demandeurs d'emploi entrés en formation

En 2018, l'État et le Conseil régional signent la convention d'amorçage du Plan d'investissement dans les compétences (PIC) ouvrant 4 935 entrées en formation supplémentaires. Cette convention vise à maintenir la dynamique en faveur de la formation des demandeurs d'emploi voulue par le « plan 500 000 formations supplémentaires » en 2016 et 2017. Elle s'adresse aux personnes peu ou pas qualifiées auxquelles elle propose des formations de remise à niveau, de maîtrise des savoirs de base, de remobilisation ou d'aide à l'élaboration de projet. En 2018, 45 530 personnes en recherche d'emploi sont entrées en formation soit une baisse de 3 % par rapport à 2017.

Fin 2018, 14 890 demandeurs d'emploi sont inscrits en catégorie D[1], soit près de 700 personnes supplémentaires en un an.

1- Demandeurs d'emploi non disponibles pour rechercher un emploi, en arrêt maladie, en congé maternité ou en formation.

Plus d'alternants, moins de contrats aidés

Généralement ciblés vers les publics en difficulté sur le marché du travail, les dispositifs de la politique de l'emploi prennent notamment la forme d'aides à l'emploi. Le nombre de bénéficiaires d'un contrat aidé (contrat unique d'insertion (CUI), emploi d'avenir, parcours emploi compétence (PEC) ou insertion par l'activité économique) s'établit à 10 535 fin 2018. Le nombre d'entrants dans ces dispositifs recule de 30,1 % en un an (comparé à – 28,3 % au niveau national) *(figure 4)*.

En 2018, les contrats aidés sont en partie transformés en parcours emploi compétences (PEC) associant mise en situation professionnelle, accès à la formation et à l'acquisition de compétences *(définitions)*. En 2018, 4 945 entrées dans ce dispositif sont comptabilisées, soit une baisse de 43,3 %.

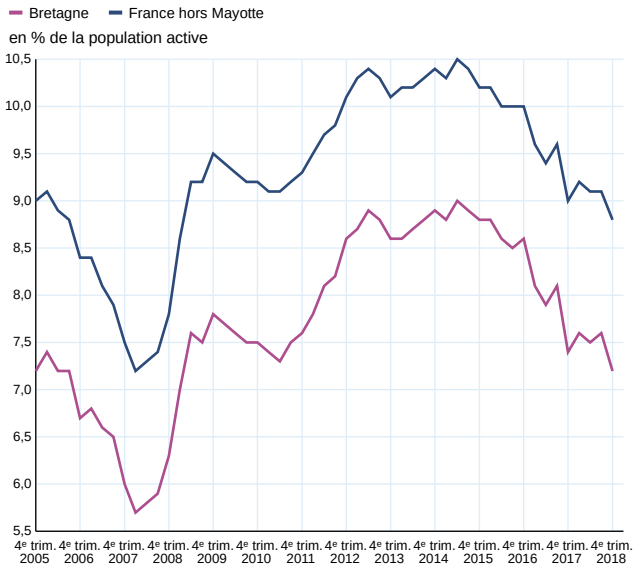
Depuis le 1er janvier 2018, il n'est plus possible de conclure des contrats emplois d'avenir. Seules 760 personnes restent encore présentes dans ce dispositif en fin d'année 2018 contre 1 800 un an plus tôt, soit une baisse de 58 %.

En 2018, L'insertion par l'activité économique (IAE) mobilise en Bretagne 162 structures conventionnées par l'État qui reçoivent à ce titre des aides financières. L'IAE regroupe ainsi un ensemble d'associations ou d'entreprises qui s'engagent à accueillir et embaucher, pour une durée limitée, des personnes très éloignées de l'emploi en raison de difficultés personnelles et professionnelles. La spécificité du parcours d'insertion consiste à proposer une mise en situation de travail, doublée d'un accompagnement social et professionnel personnalisé. Le nombre de recrutement sur l'ensemble de l'année 2018, qui dépend en partie des aides, recule de 8,3 % pour s'établir à 11 440. Fin décembre 2018, 5 140 personnes sont salariées dans les structures de l'IAE, en baisse de 6,9 % sur un an.

Les recrutements en alternance augmentent de 6,0 % en 2018. Avec 10 740 nouveaux contrats sur l'année, la hausse est plus forte pour les contrats de professionnalisation (+ 10,7 %) que pour les contrats d'apprentissage (+ 2,8 %). Le nombre d'entrées en apprentissage dans le secteur privé, qui concentre près de 96 % des embauches d'apprentis, atteint 14 080 (+ 3,6 %), faisant suite à une progression de 8,3 % en 2017. Dans le secteur public, le nombre d'entrées recule, de 770 en 2017 à 640 en 2018.

Le nombre d'entrées de jeunes bénéficiaires du parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA) porté par les missions locales s'établit à 9 685 en 2018, en repli de 3,5 % par rapport à 2017.

1 Évolution trimestrielle du taux de chômage



Notes : données CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

2 Taux de chômage par département

en % de la population active

	2017 T4	2018 T1	2018 T2	2018 T3	2018 T4 (p)	Évolution 2018 T4 / 2017 T4 (en points de %)
Côtes-d'Armor	7,9	8,2	8,0	8,0	7,7	-0,2
Finistère	7,7	7,9	7,8	7,9	7,5	-0,2
Ille-et-Vilaine	6,6	6,9	6,8	6,9	6,5	-0,1
Morbihan	7,9	8,1	7,9	8,0	7,6	-0,3
Bretagne	**7,4**	**7,6**	**7,5**	**7,6**	**7,2**	**-0,2**
France hors Mayotte	9,0	9,2	9,1	9,1	8,8	-0,2

p : données provisoires.
Note : données CVS.
Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

3 Demandeurs d'emploi en fin de mois

	Demandeurs d'emploi au quatrième trimestre 2018				Évolution 2018/2017 [1]	
	Catégories A, B, C	Catégorie A	Catégories A, B, C (% de l'ensemble)	Catégorie A (% de l'ensemble)	Catégories A, B, C (%)	Catégorie A (%)
Hommes	122 510	72 540	46,2	50,6	-1,3	-2,1
Femmes	142 830	70 850	53,8	49,4	0,2	-1,4
Moins de 25 ans	37 240	20 650	14,0	14,4	-2,5	-1,5
25 à 49 ans	162 500	84 370	61,2	58,8	-1,0	-1,9
50 ans ou plus	65 600	38 380	24,7	26,8	1,9	-1,5
Inscrits depuis un an ou plus	123 990	nd	46,7	nd	3,0	nd
Bretagne	**265 340**	**143 390**	**100,0**	**100,0**	**-0,5**	**-1,8**
France entière	5 916 700	3 674 400	100,0	100,0	-0,2	-1,4

nd : données non disponibles.
[1] : évolution de l'indicateur entre le quatrième trimestre 2017 et le quatrième trimestre 2018.
Note : données CVS-CJO.
Avertissement : le nombre de demandeurs d'emploi au quatrième trimestre est une moyenne des stocks de demandeurs d'emploi à la fin des mois d'octobre, novembre et décembre afin de mieux dégager les évolutions tendancielles.
Source : Pôle emploi-Dares, STMT.

4 Entrées dans les dispositifs de contrats aidés, d'alternance et d'accompagnement des jeunes

	2017	2018	Évolution 2018/2017 (en %)
Aides à l'emploi	**47 566**	**41 917**	**-11,9**
- Contrats aidés	**23 547**	**16 453**	**-30,1**
Parcours emploi compétences (PEC) et contrats d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE)	8 723	4 945	-43,3
Contrat initiative emploi (CUI-CIE)	1 209	9	-99,3
Emploi d'avenir	1 133	56	-95,1
Insertion par l'activité économique (IAE)	12 482	11 443	-8,3
- Contrats en alternance	**24 019**	**25 464**	**6,0**
Apprentissage	14 318	14 722	2,8
Contrat de professionnalisation	9 701	10 742	10,7
Accompagnement des jeunes	**10 033**	**9 685**	**-3,5**
Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA)	10 033	9 685	-3,5
dont Garantie jeunes	*3 164*	*3 112*	*-1,6*

Note : les entrées comprennent les conventions initiales et les reconductions de contrats.
Champ : Région.
Sources : ASP ; I-Milo ; chambres consulaires ; Dares.

***Avertissement** : l'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données, y compris pour les estimations du taux de chômage, le niveau d'emploi intervenant dans le calcul du dénominateur du taux de chômage.*